

FAIRE DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE CANADIENNE UNE PRIORITÉ



MAINTENIR LA STABILITÉ ET LA FORCE DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE CANADIENNE

- **L'industrie laitière canadienne apporte une forte contribution économique à toutes les régions.**
- **Les producteurs laitiers du Canada souhaitent tirer leurs revenus directement du marché et non de subventions versées par les contribuables.**
- **Les producteurs laitiers du Canada souhaitent développer le marché laitier intérieur au profit du Canada.**

Le 16 octobre, le gouvernement du Canada a conclu une entente de principe avec l'Union européenne (UE) concernant les négociations de l'Accord économique et commercial global (AECG). Les producteurs laitiers et les fromagers canadiens sont préoccupés par l'importance de l'accès accordé aux fromages fins de l'Europe, car cela représente un défi de taille pour ces fromagers.

L'UE se verrait accorder 18 500 tonnes supplémentaires d'accès en franchise de droits (16 000 tonnes de « fromages de qualité », 1 700 tonnes de fromages « industriels » et 800 tonnes sous le continent tarifaire actuel). Cela s'ajoute aux 13 471 tonnes d'accès que l'UE possède déjà sous le contingent tarifaire du Canada pour le fromage.

SOMMAIRE DES RÉPERCUSSIONS POSSIBLES SUR LES PRODUCTEURS LAITIERS ET L'INDUSTRIE

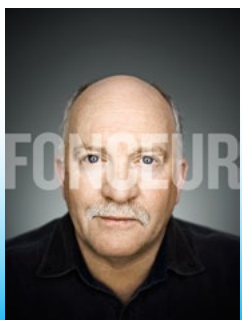
Plusieurs aspects de l'accord laissent entrevoir des **importations imprévisibles** dans le secteur laitier canadien :

- l'accord crée une nouvelle catégorie de « fromages de qualité » qui reste à définir.
- Selon le niveau actuel des importations en provenance de l'UE et de la part considérable qu'y représentent les « fromages fins », les répercussions devraient se situer entre 15 et 30 %, suivant la nature des fromages qui apparaîtront sur le marché canadien, mais il nous est impossible de prévoir quels produits seront importés.
- Les répercussions se feront surtout sentir dans la catégorie des « fromages fins ».

Cette **imprévisibilité** provoquera de l'**instabilité** dans le secteur laitier canadien, ce qui est contraire à ce pour quoi la gestion de l'offre a été créée.

L'accès donné à l'UE représentera en tout 31 971 tonnes, soit 7,5 % du marché canadien du fromage. Les produits importés (de tous les pays) passeront alors de 5 % à 9 % de ce marché.

Cet accès accru équivaut à une réduction de 2,25 % des quotas, ce qui risque d'engendrer une perte de revenus de près de 150 millions de dollars par an.



Pourquoi l'accès au marché de l'UE n'impressionne pas les producteurs laitiers canadiens :

- Au début des années 2000, un panel de l'OMC a statué que tout produit exporté par le Canada et vendu à un prix inférieur au prix du marché intérieur était considéré comme « subventionné », ce qui rend les exportations encore plus difficiles pour les producteurs laitiers canadiens.
- Dans l'UE, les subventions peuvent représenter jusqu'à 40 % du revenu des producteurs, qui reçoivent un prix inférieur pour leur lait sur le marché.
- L'UE conserve ses indications géographiques (IG), incluant celles de 5 fromages d'ici. Bien que bénéficiant d'une clause de droits acquis, les fromagers actuels ne pourront jamais vendre leurs fromages sur le marché européen. Quant aux fromagers qui voudraient produire des fromages faisant partie de la liste des IG, ils devraient ajouter un modificateur (p. ex. : Style Asagio).
- Les fromages canadiens peuvent sans aucun doute rivaliser avec ceux de l'UE concernant la qualité. Le problème est que les marchés sont différents :
 - L'UE compte 500 millions de consommateurs, contre 36 millions au Canada.
 - La superficie du Canada est le double de celle de l'UE.
 - Concentration de la population : 114 personnes par kilomètre carré dans l'UE, par opposition à 3 personnes par kilomètre carré au Canada.
 - Le coût du transport est plus élevé au Canada à cause des distances que les produits doivent parcourir.
 - Économies d'échelle : Au Canada, il y a des artisans fromagers partout au pays. Dans les pays exportateurs de l'UE, ce sont des entreprises plus grosses qui exportent.
 - En raison du climat, des frais de transport et des charges sociales, entre autres, la production et la transformation de lait est plus coûteuse au Canada.

UNE INDUSTRIE LAITIÈRE STABLE ET FORTE : UNE VALEUR POUR LES CANADIENS

- Dans sept provinces sur dix, le secteur laitier est au premier ou au second rang de l'économie agricole.
- La contribution du secteur laitier au PIB est passée de 15,2 G\$ en 2009 à 16,2 G\$ en 2011 et le nombre d'emplois est passé de 215 104 à 218 330.
- En Colombie-Britannique, 45 % des travailleurs agricoles sont des employés de fermes sous gestion de l'offre (lait, volaille, œufs).
- Plus de la moitié des revenus du secteur agricole en Nouvelle-Écosse proviennent de secteurs sous gestion de l'offre. Le secteur laitier est à l'origine de 28 % de tous les revenus agricoles de la province.
- À l'Île-du-Prince-Édouard, Amalgamated Dairies Limited (ADL) transforme près de 100 millions de litres de lait chaque année, et emploie plus de 250 personnes.
- En Ontario et au Québec, le paysage est parsemé de milliers d'entreprises agricoles et de transformation.

DEMANDE AU GOUVERNEMENT :

Les Producteurs laitiers du Canada et leurs membres demandent au gouvernement fédéral de travailler avec eux afin :

1. que l'industrie demeure stable, forte et avant-gardiste;
2. que l'on réduise au minimum les répercussions que la décision gouvernementale relative à l'AECG aura sur les producteurs laitiers canadiens.

